

## L'UE va verser une aide de 24,5 millions d'euros à Renault :



Une voiture Renault  
© AFP/Archives Eric Piermont

Le Parlement européen a approuvé jeudi le versement au constructeur automobile français Renault d'une aide européenne de 24,5 millions d'euros, sollicitée par l'entreprise pour financer un plan de quelque 3.500 départs volontaires en France en 2009.

Cette aide, débloquée dans le cadre du "Fonds européen d'ajustement à la mondialisation", couvrira 65% du coût total du plan de départ.

Les députés, y compris les élus de gauche, ont finalement approuvé massivement cette subvention et son montant, alors même que les socialistes avaient menacé depuis des semaines de la réduire de sept millions d'euros.

La gauche voulait ainsi faire pression sur l'industriel afin qu'il règle le cas de certains des salariés concernés, qui risquent d'être privés de tout revenu pendant plusieurs mois.

Il s'agit de "seniors" qui ont accepté de quitter l'entreprise car ils pensaient toucher des indemnités chômage puis prendre leur retraite, mais qui risquent en fait d'être privés de toute ressource pendant 20 mois, car entre temps l'âge légal de départ à la retraite en France a été relevé.

Selon certaines sources, entre 80 et 300 personnes seraient concernées. Renault, de son côté, a indiqué que 155 personnes s'étaient manifestées auprès de l'entreprise.

Jeudi, les socialistes ont finalement renoncé à leurs menaces de n'accorder à Renault que 17,4 millions d'euros au lieu des 24,5 millions demandés. "Nous avons constaté, à notre grand regret, que le rapport de force n'était pas en notre faveur", a expliqué à l'AFP l'une des élus socialistes français en pointe sur ce dossier, Estelle Grelier.

Selon Mme Grelier, "deux à trois millions d'euros suffiraient à Renault pour régler le problème".

De leur côté certains élus de droite, tout en appelant à verser à Renault l'intégralité de la somme demandée, ont martelé qu'eux aussi attendaient de Renault un geste envers les salariés concernés.

"Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour ramener Renault à la raison", a ainsi souligné le conservateur français Jean-Paul Gauzès, qui a évoqué les "engagements sérieux" que Renault aurait formulés auprès des pouvoirs publics français.

Un problème similaire s'est posé dans d'autres entreprises françaises, a relevé M. Gauzès, "et la question a été réglée". "Ce qui est choquant, je le dis clairement ici, c'est que Renault, dont 17% du capital est détenu par l'Etat, exprime des réticences" pour régler les situations individuelles qui posent problème, a souligné l'élu conservateur.

Contactée par l'AFP, une porte-parole de Renault a indiqué que l'entreprise s'était engagée à recevoir chaque personne concernée pour analyser sa situation personnelle, et à lui proposer éventuellement des missions en intérim.

Une proposition qualifiée jeudi par M. Gauzès de "humainement pas très satisfaisante".

Quant aux Verts, ils ont préféré s'abstenir, soulignant que les fonds européens concernés ne devaient en principe servir qu'à favoriser un "réel objectif de réinsertion professionnelle" des salariés licenciés. Or, en l'espèce, "Renault a pu se servir de cette opportunité pour faire partir les salariés en préretraites déguisées", ont-ils expliqué dans un communiqué.

En outre, "l'argent destiné aux salariés a déjà été versé par l'entreprise : il s'agit donc ici uniquement de rembourser le groupe Renault. Notre objectif n'est pas d'aider les entreprises mais les travailleurs licenciés".